

FSU84

Décembre 2018, n° 106

Pour l'Enseignement, l'Education, la Recherche, la Culture, la Formation, l'Insertion
TRIMESTRIEL DE LA FSU VAUCLUSE
116 rue Carreterie, 84000 Avignon
Tel. 04 90 82 15 50 – Fax. 04 90 85 36 36 – Mail : fsu84@fsu.fr
Site internet : fsu84.fsu.fr

AVIGNON CTC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

N° CPPAP: 0614 S 07929
N° ISSN: 1628-1071
Prix : 1,5 euro
Tirage : 1600 ex
Dir. de publication: S. Bartet
Rédacteur en chef: S. Bartet

DEPOSE LE 20/12/18

Sommaire

Page 1 : L'édito

**Pages 2 et 3 : Gilets jaunes, fractures sociales et
conflictualités**

Page 4 : Résultats des élections professionnelles

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU 84.
Conformément à la loi du 08/01/1978, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer
les informations vous concernant en vous adressant à la FSU Vaucluse.

L'édito : Pour des (vraies) avancées sociales

Le Sénat, à majorité de droite, a voté au début du mois des mesures d'économies contre la Fonction publique. L'une d'elle, proposée par Claude Nougéin (LR) porte à 3 jours le délai de carence en cas de maladie (soit 3 jours non payés). C'est la 2ème récurrence du Sénat, après le vote de la même mesure en décembre 2014, puis en mai 2015.

On peut penser qu'à nouveau, l'Assemblée nationale n'adoptera pas cette mesure et qu'elle restera lettre morte. Reste malgré tout le signe d'un mépris, voire d'une détestation, à l'égard des fonctionnaires. Le signe aussi d'une idéologie dogmatique qui considère que la dépense publique est le mal absolu : une idéologie qui va au-delà de la majorité LR du Sénat et qui est aussi celle de l'Exécutif.

On voit bien, en effet, ce que veulent faire le Président et son gouvernement, confrontés au mouvement des gilets jaunes. Ils reculent et octroient des mesures ponctuelles, favorables au pouvoir d'achat, qui reposeront sur le budget de l'Etat. En même temps, ils cherchent à les exploiter, en expliquant qu'elles nécessiteront, pour les financer, de nouvelles coupes dans les dépenses publiques, en accentuant ainsi une politique contre

les services publics, contre la protection et les aides sociales et contre les fonctionnaires.

Où comment se donner les apparences d'un peu de social et au bout du compte, approfondir une politique antisociale ?

Pour le salariat et pour le mouvement syndical, l'enjeu est à l'opposé : comment empêcher le gouvernement de reprendre sa marche antisociale et lui imposer des avancées sociales plus fortes et plus substantielles ?

Augmentation des salaires, justice fiscale et partage des richesses, transition écologique, réduction des inégalités sociales et territoriales, promotion des services publics : l'Exécutif n'a en rien bougé sur ces points et il est temps que cela change. Dans la Fonction publique, les revendications, en terme de revalorisation, de conditions de travail et d'emplois, de défense des statuts, restent entières. Au niveau national, la FSU, ainsi que la CGT, ont déjà proposé aux autres fédérations syndicales une journée d'action unitaire Fonction publique en janvier...

Sylvain Bartet, secrétaire départemental de la FSU

Le mouvement des gilets jaunes a bousculé le Président et son gouvernement. Pour les organisations syndicales, il soulève de vraies questions. Mais elles ne doivent pas masquer les limites d'un tel mouvement. Par ailleurs, la visibilité et la médiatisation des gilets jaunes ne doivent pas faire oublier les autres formes de conflictualités sociales, qui n'ont pas disparu au cours des derniers mois.

Premiers enseignements du mouvement des gilets jaunes

Au niveau national, le mouvement des gilets jaunes s'est révélé populaire, au sens où il a reçu le soutien d'une majorité de la population et au sens où il a été porté par des manifestants de milieux sociaux très divers, notamment parmi ceux ayant des revenus bas ou modestes¹. Populaire, mais pas si massif : le nombre de personnes mobilisées, sur des ronds points ou dans des manifestations, est resté au final relativement bas (280.000 personnes au maximum, le 17 novembre).

La question des liens avec l'extrême droite, largement soulevée au départ, est passée au second plan. Le mouvement a apparemment bien résisté aux tentatives de récupération politique en général. Ce sont les problèmes de pouvoir d'achat et de conditions matérielles d'existence, la contestation du système fiscal et l'exigence de dignité qui ont jusqu'ici fédéré le plus les gilets jaunes.²

Pour autant ils restent caractérisés par leur grande hétérogénéité, entre individus, entre groupes et entre territoires. La diversité et même les oppositions internes, sur le plan des idées, si elles ne sont guère apparues, semblent réelles, notamment dans notre département.

Interrogations sur le cas du Vaucluse

Plus implanté semble-t-il dans les villes petites et moyennes, dans les territoires périurbains et le rural isolé, le mouvement des gilets jaunes a été

particulièrement fort dans le Vaucluse.

Ici aussi, il faut se garder de toute généralisation. Différents groupes de gilets jaunes ont exprimé, pacifiquement, des revendications progressistes. D'après les nombreux articles de la presse locale, il semble que les tendances sociologiques et revendicatives, observées au niveau national, s'y retrouvent aussi.

Mais selon les lieux et les groupes, le problème de relations avec l'extrême droite ne peut être éludé, étant donné sa prégnance dans le département. Même si faire la part des choses reste difficile, entre incitation, dévoiement ou tentatives de récupération.

Par exemple, le 25 novembre, à Orange, d'après les informations de *Vaucluse Matin* (26/11/18, p.4), une « quarantaine de gilets jaunes » s'étaient réunis « autour de leurs deux référents et en présence de Yann Bompard, conseiller départemental », à propos duquel il faut rappeler son appartenance au parti d'extrême droite de la Ligue du Sud, comme son père, Maire d'Orange. Or les référents, cités par *Vaucluse Matin*, expliquaient ce jour là, vouloir constituer « un groupe ou un parti politique [...] » et ajoutaient : « les gilets jaunes vont devenir une force d'opposition au gouvernement. Elle part d'Orange. » Collusion avec l'extrême droite locale ou coïncidence ? Il faut en tout cas rester vigilant.

Rappelons aussi qu'au niveau national, un des représentants les plus médiatisés du groupe des « gilets jaunes libres », Benjamin Cauchy, serait, d'après différents journalistes, proche de l'extrême droite³.

Des défis pour le syndicalisme

Quoiqu'il en soit, les gilets jaunes agissent de façon a-syndicale pour certains, anti-syndicale pour d'autres, alors que beaucoup expriment en partie les mêmes revendications que celles déjà portées par bien des syndicats... La capacité des organisations syndicales à se faire entendre par ceux qui se sentent des oubliés et qui se sont sincèrement exprimés dans le mouvement des gilets jaunes est donc un vrai défi, notamment pour celles, comme la FSU, qui portent un syndicalisme de luttes et de transformation sociale.

Cela n'enlève rien à la portée de ce défi, mais il est vrai que les gilets jaunes ont bénéficié, au début au moins, d'une médiatisation favorable, notamment de la part des chaînes d'information continue⁴. Par opportunisme idéologique : profiter de l'aspect anti-syndical, conforme à l'idéologie des dirigeants de la plupart des grands médias privés. Par intérêt aussi, le mouvement et sa mise en scène faisant de l'audience. Beaucoup de mouvements sociaux récents, reposant sur des mobilisations comparables voire supérieures, ont aussi tenu dans la durée et varié leurs formes d'actions (mouvements contre la loi Travail ou pour défendre la SNCF) sans jouir d'un tel traitement...

L'historien Gérard Noiriel, posait, au début des mobilisations des gilets jaunes, une question sans doute incontournable : comment « faire en sorte que ce type de conflit social – dont on peut prévoir qu'il se reproduira fréquemment – soit intégré dans un combat plus vaste contre les inégalités et l'exploitation ? » Le rôle du syndicalisme de lutte et de transformation sociale semble, de ce point de vue, incontournable.

1. C'est ce qu'a confirmé l'étude d'une équipe de sociologues, politistes et géographes, présentée dans *Le Monde* (11/12/18), sur la « révolte des revenus modestes », portant sur des gilets jaunes de différents territoires (mais pas du Vaucluse) : Marseille, Montpellier, Rennes, Caen et sa région, Grenoble et sa région, Bordeaux et sa région.
2. Cf. la même enquête parue dans *Le Monde* (11/12/18)

3. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-qui-est-vraiment-porte-parole-gilets-jaunes-benjamin-cauchy-1578957.html> ou <https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/gilets-jaunes-ces-militants-pas-si-apolitiques-qui-ont-rejoint-le-mouvement-7795828003>

4. Voir à ce sujet l'article de l'historien Gérard Noiriel : <https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>

D'autres mouvements sociaux, avec les syndicats

Il faut alors rappeler que d'autres mouvements sociaux se sont exprimés dans la période récente et ne sont pas à négliger, en tant que signes d'une conflictualité sociale persistante.

Ainsi la journée intersyndicale du 9 octobre, pour défendre un certain modèle social, à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, de l'UNEF et de l'UNL, a rassemblé jusqu'à 300.000 personnes, avec une centaine de manifestations en France : une mobilisation modeste mais pas inférieure aux plus fortes mobilisations des gilets jaunes.

Le 18 octobre, à l'appel du « groupe des 9 » (ensemble des organisations représentatives de retraités), ce sont des dizaines de milliers de retraités qui se sont à nouveau mobilisés pour leur pouvoir d'achat.

Dans l'Education, la grève du 12 novembre dernier, à l'initiative de la FSU, a permis une expression, certes pas (encore) majoritaire, mais forte, de revendications contre les suppressions de postes et contre les « réformes » du ministère, pour que l'Education redevienne une priorité : un quart de grévistes dans le 1^{er} degré, près d'un sur deux dans le second degré.

Le mois de décembre a aussi été marqué par des mouvements d'intensité variable, mais très nombreux, de lycéens, à l'appel de l'UNL notamment, contre les « réformes » du lycée et du Bac et contre « Parcours Sup », qui sapent la valeur égale et nationale du Bac, organisent la concurrence entre établissements et la sélection à l'Université. Dans le Vaucluse par exemple, presque tous lycées ont vu des mouvements se dérouler, de durées et d'ampleur diverses, dans leur très grande majorité de façon sereine, même si ce sont les incidents qui ont été le plus médiatisés.

Les lycéens en lutte ont été souvent soutenus par des professeurs, également engagés contre la politique ministérielle, qui par leur présence ont pu en même temps sécuriser des rassemblements.

Face aux gilets jaunes, l'Exécutif a louvoyé entre pourrissement et reculs tardifs et limités, entre un certain « laisser faire » local (comme dans le Vaucluse) et une répression dure (à Paris surtout). Il s'est ainsi rendu responsable des fortes tensions que nous connaissons. Face au mouvement lycéen, il a clairement choisi l'empêchement du débat et la répression indifférenciée, en profitant des moindres incidents et des heurts

avec la police, suscités par des jeunes globalement très minoritaires.

Positionnements de la FSU

Au plan national la FSU a exprimé « sa vive émotion après les violences commises à l'égard des jeunes, notamment suites aux événements de Mantes la Jolie. » Son communiqué national, du 7 décembre dernier, précisait : « Elle [la FSU] condamne ces violences. Le gouvernement ne peut pas traiter ainsi la jeunesse : gardes à vue, déferrements devant la justice des mineurs... ». Elle a réclamé « une réponse politique » à ce mouvement et proposé « que se tiennent immédiatement des discussions avec les organisations de jeunesse et les représentants des personnels. »

De façon plus globale, à travers le communiqué du 10 décembre, la FSU estimait que « le gouvernement ne pourra pas répondre à la crise profonde de notre pays sans dégager les moyens budgétaires nécessaires », que dans l'immédiat, « une réforme fiscale juste et plus redistributive et le rétablissement de l'ISF » s'imposaient. Elle ajoutait : « Le gouvernement ne doit plus tergiverser et doit répondre à ces attentes aujourd'hui au risque d'aggraver encore les fractures de notre société. »

C'est aussi pourquoi la FSU a appelé à participer aux initiatives initiées par la CGT, le 14 décembre, pour le pouvoir d'achat et les salaires et qu'elle propose aux Fédérations syndicales de fonctionnaires d'appeler à une journée nationale d'action en janvier, pour les services publics et la reconnaissance de leurs agent-es. Le Président et son gouvernement se tromperaient en pensant que la question sociale est close.



Résultats des élections professionnelles dans la Fonction publique

La FSU confirmée et confortée

Les élections professionnelles dans la Fonction publique se sont terminées le 6 décembre.

Au niveau national, la FSU conserve sa 2^e place au sein de la Fonction publique de l'Etat. Avec

16,3 % des voix, elle progresse même un peu, de 0,7 point (FO la 1^{ère} organisation de la FPE passe de 17 à 17,1%). **Dans l'Education Nationale, la FSU reste la 1^{ère} fédération syndicale** avec 34,9 % des voix (la 2nde organisation, l'UNSA, reste à plus de 13 points derrière elle). Elle l'est aussi au sein des lycées agricoles et du ministère de l'Agriculture (23,7 %).

Dans la Fonction publique Territoriale, la FSU progresse aussi un peu, de 0,5 point, passant de 3,3 à 3,8 %.

Au niveau du Vaucluse, on peut aussi noter le maintien de la FSU84 comme 1^{ère} fédération de l'Education : les résultats des élections du CTSD (comité technique spécial départemental) donnent à la FSU84 31,49 % des voix (31,64 % en 2014) et toujours 4 sièges.

Une relative stabilité ressort globalement de ces résultats départementaux. FO reste la 2^{ème} force de l'Education avec 30,7 % des voix (31,07 % en 2014), alors qu'elle n'est que la 3^{ème} aux niveaux académique et national. L'UNSA se maintient aussi (14,88%), mais ne garde qu'un seul siège au CTSD et en perd un, au profit du SIAES. Celui, tout en restant très minoritaire (5,02%), augmente et obtient un siège.

Dans le contexte d'une forte division syndicale, la FSU continue, malgré tout, du local au national, de rester la première force, incontournable, la plus à même de rassembler, au sein de l'Education Nationale.

Tableau 4 : Résultats des élections dans la fonction publique par affiliation (en milliers de voix)

	CFDT	CFTC	CGC	CGT	FA FP	FGAF	FO	FSU	Solidaires	UNSA	Autres	Total
Fonction publique de l'État	148,7	28,9	65,1	129,6	16,9	4,6	183,4	175,1	81,2	170,2	69,5	1 073,2
Fonction publique territoriale	201,6	31,2	13,5	257,3	64,9	3,0	143,4	33,9	34,1	74,0	37,2	894,1
Fonction publique hospitalière*	106,9	9,7	3,3	139,0	2,1	1,5	108,9	0,1	37,0	24,4	7,0	439,9
Ensemble fonction publique	457,2	69,7	81,9	525,9	83,8	9,1	435,7	209,2	152,3	268,7	113,7	2 407,2

Source : DGAFF, d'après ministères, DGCL et DGOS.

(*) Hors commissions consultatives nationales des directeurs hospitaliers, directeurs d'établissement sanitaire, social et médico-social et directeurs de soins qui représentent environ 4 000 voix.

Dans le Vaucluse, la place de la FSU « Territoriale » (SNUTER-FSU) est particulièrement élevée. Ainsi la FSU « Territoriale » sort renforcée des élections professionnelles de décembre 2018.

Elle est toujours la 1^{ère} organisation au sein des personnels du Conseil départemental (44,7 % des voix au CT), progressant même dans toutes les catégories de personnels (A,B,C). En outre, au sein des personnels des intercommunalités, elle se confirme majoritaire à la COPAVO (pays Vaison Ventoux) et elle le devient à la CCPAL (pays d'Apt Luberon).

Il faut aussi tenir compte des résultats de la FSU Territoriale au sein du Conseil régional PACA, dont les agent.e.s exercent dans tous les départements de la Région. Les personnels du Conseil Régional PACA ont renouvelé leur confiance à la FSU Territoriale,

majoritaire à elle seule (53,24 %).

Les modalités d'élections conduisent, au niveau national, à une baisse persistante de la participation globale à ces élections (-3 points cette année). Pour la FSU, il faut s'interroger sur ces modalités et conditions de vote, sur la nécessité de mettre en place des bureaux de vote sur les lieux de travail quelles que soient les modalités retenues. La FSU a notamment dénoncé les dysfonctionnements survenus au Ministère de l'Education nationale.

Pour autant et malgré les difficultés, **la participation de près de la moitié des agent-es montre leur attachement à leurs statuts, à leurs droits et au rôle des organismes consultatifs.**

La FSU entend bien poursuivre son engagement au quotidien, pour la Fonction publique et les services publics, pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale progressiste.



Elections professionnelles 2018		Education Nationale											
Département : CTSD 84 (10 sièges à pourvoir)													
	Inscrits	Votants	Exprimés	Nuls	FSU	SE-UNSA	SGEN	FO	SUD	CGT	SNPTES	SIAES	SNE
Voix	8635	4114	3938	176	1240	586	140	1209	142	149	14	320	138
%		47,64%		4,28%	31,49%	14,88%	3,56%	30,70%	3,61%	3,78%	0,36%	8,13%	3,50%
Sièges	Total :				4	1		4				1	